



ASSEMBLÉE DES RÉGIONS D'EUROPE  
ASSEMBLY OF EUROPEAN REGIONS  
VERSAMMLUNG DER REGIONEN EUROPAS  
ASAMBLEA DE LAS REGIONES DE EUROPA  
ASSEMBLEA DELLE REGIONI D'EUROPA

OMC/GATS-AGCS

Brixen-Bressanone, le 18 octobre 2002

*Communiqué de presse*

**L'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) appelle à plus de transparence dans les négociations de l'OMC et à un vote parlementaire sur le GATS-AGCS**

Réunis à l'initiative de l'ARE, 150 Ministres et responsables politiques régionaux de la culture et de l'éducation venus de toute l'Europe et du Canada ont examiné les conséquences des négociations menées dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (GATS-AGCS) sur les politiques et les services publics dans les domaines de la culture, l'éducation et des médias. Ils demandent à l'unanimité l'organisation d'une large consultation publique et d'une délibération des parlements nationaux et régionaux, avant d'ouvrir ces secteurs, d'importance majeure pour la sauvegarde et la promotion de l'identité et de la diversité culturelle, à la privatisation et à la concurrence.

*"Des décisions importantes qui concernent l'avenir des services publics dans nos pays et régions sont progressivement prises par des négociateurs au sein du GATS-AGCS, sans consultation préalable et sans accord explicite des élus, tant nationaux que régionaux, à qui les citoyens ont confié la responsabilité de gérer les affaires publiques et de défendre l'intérêt général" a dit Liese Prokop, Présidente de l'ARE et Vice-Ministre Présidente de Basse Autriche (A). "Nous ne pouvons pas laisser des experts du commerce international et des groupes d'intérêt économique décider à notre place de l'avenir des politiques et des services publics, tout particulièrement dans les domaines de l'éducation et de la culture. Au nom de l'ARE, j'appelle solennellement tous les responsables politiques à se mobiliser pour participer aux négociations ultérieures du GATS-AGCS. J'espère que les messages contenus dans la Déclaration finale de cette 2<sup>ème</sup> Conférence des Ministres régionaux de la Culture de l'ARE seront entendus par les gouvernants à tous les niveaux et qu'ensemble, nous réussirons à rétablir la primauté du politique dans ces négociations commerciales" a ajouté la Présidente.*

Bruno Hosp, Président de la Commission "Culture & Education" de l'ARE, Ministre de la Culture de Bozen-Sudtiro (I), hôte de cette Conférence, a quant à lui insisté sur l'importance de préserver la souveraineté nationale et régionale dans ces deux domaines. *"Nous doutons que l'idée de privatiser de nombreux secteurs de la culture et de l'éducation soit une réponse adéquate aux besoins des individus et de la société. Nous sommes particulièrement opposés à un échange de l'actuel système éducatif, soumis à l'autorité publique et servant l'intérêt général, contre un autre tourné vers le marché et répondant aux besoins des groupes d'intérêt" a-t-il souligné.*

En effet, si l'ouverture à la concurrence de certains marchés publics peut être bénéfique pour le développement économique mondial et l'avenir des finances publiques en général, la culture et l'éducation, sources d'identité et de diversité culturelle, restent des domaines très sensibles. C'est pourquoi, dans la Déclaration adoptée à l'issue de cette Conférence, l'ARE demande que ces deux secteurs soient exclus des futures négociations du GATS-AGCS tant qu'un accord clair ne sera pas trouvé pour intégrer les représentants des pouvoirs politiques régionaux, en particulier des Régions à

Immeuble Europe, 20 place des Halles, F — 67054 STRASBOURG Cedex (France)

T l phone (+33) 3 88 22 07 07 — T l fax (+33) 3 88 75 67 19

E-mail<sup>o</sup>: [secretariat@are-regions-europe.org](mailto:secretariat@are-regions-europe.org) ou [infopresse@are-regions-europe.org](mailto:infopresse@are-regions-europe.org)



compétences législatives exclusives ou partagées avec les Etats, aux négociations ultérieures. A cet égard, l'article I-3a sur la qualité de membre du GATS-AGCS devra être reconsidéré.

L'ARE met également en garde la Commission européenne, négociateur principal pour l'UE au sein du GATS-AGCS, contre la poursuite d'une stratégie unilatérale de promotion de la privatisation et réitère son opposition à toute modification des Traités de l'UE qui permettrait le transfert des compétences en matière d'éducation et de culture au niveau européen.

Tous les discours, notamment ceux des invités de marque de cette Conférence - Mme Diane Lamieux, Ministre d'Etat à la Culture et aux Communications du Québec (Canada) ou M. Fritz Pleitgen, Directeur de ARD (chaîne de télévision publique allemande) ainsi que la Déclaration finale sont disponibles sur le site web de l'ARE : [www.a-e-r.org](http://www.a-e-r.org) (Conférence de Brixen).

\*\*\*\*\*

*Fondée en 1985, l'ARE est une organisation politique des régions en Europe et le porte-parole de leurs intérêts au niveau européen et international. Sa vocation : rassembler les régions d'Europe pour leur permettre d'être, ensemble, acteurs de la construction et de l'intégration européennes. L'ARE compte parmi ses membres 250 régions de 26 pays européens et 12 organisations interrégionales.*

**Contacts ARE :**

Franz-Josef Stummann ou Doris Materne, Commission Culture, Education & Formation  
Tél. +33 3 88 22 74 47 ou 43, E-mail : [f.stummann@a-e-r.org](mailto:f.stummann@a-e-r.org) ou [d.materne@a-e-r.org](mailto:d.materne@a-e-r.org)  
Barbara Skoczylas-Thauront ou Francine Huhardeaux, Service Presse & Communication  
Tél. +33 3 88 22 74 46 ou 49, E-mail [infopresse@a-e-r.org](mailto:infopresse@a-e-r.org)  
Site web : [www.a-e-r.org](http://www.a-e-r.org)